

ANNEXE 1
U.C.E. LA



U.C.E. LA
28/06/2019

Service de Coordination
des Politiques Interministérielles
Bureau de l'Environnement et de l'Utilité Publique

PRÉFÈTE DE LA SOMME

Installations classées pour la protection de l'environnement
commune de SAINT-SAUVEUR
ELCIMAÏ Réalisations
Ouverture d'une enquête publique

ARRETE du 6 juin 2019

La Préfète de la Somme,
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les titres 1er des Livres V de ses parties législatives et réglementaires relatifs aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu l'ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement ;

Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 21 décembre 2018 nommant Madame Myriam GARCIA, secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 4 janvier 2019 nommant Madame Muriel NGUYEN, Préfète de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2019 donnant délégation de signature à Myriam GARCIA, sous-préfète hors classe, secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

Vu la demande présentée le 30 juillet 2018 par la société ELCIMAÏ Réalisations, dont le siège social est situé 3, rue de la Brasserie Gruber à MELUN (77000), complétée le 8 avril 2019, en vue d'exploiter un entrepôt logistique sur le territoire de la commune de SAINT-SAUVEUR, parcelle cadastrée ZO 42;

Vu les plans produits à l'appui de cette demande ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées du 21 mai 2019, déclarant l'achèvement de l'examen préalable du dossier de demande d'autorisation environnementale ;

Vu l'avis de la Mission régionale d'autorité environnementale des Hauts de France du 26 février 2019 ;

Vu la décision de la présidente du tribunal administratif d'AMIENS du 5 juin 2019, portant désignation d'un commissaire-enquêteur ;

Considérant que, de par sa nature, l'installation en cause est soumise au régime de l'autorisation préfectorale au titre des rubriques 2910-A-2, 2925, 4320-1, 4330-1, 4331-2, 1510-1, 1530-1, 1532-1, 2662-1, 2663-1-a, 2663-2-a de la nomenclature des installations classées et nécessite, de ce fait, l'ouverture d'une enquête publique ;

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Somme;

- ARRÊTE -

Article 1^{er} : Il sera procédé du 28 juin au 29 juillet 2019 inclus, soit pendant 32 consécutifs, à une enquête publique sur la demande d'autorisation d'exploiter un entrepôt logistique présentée par la société ELCIMAI Réalisations, auprès de laquelle des informations peuvent être éventuellement demandées (M. Christophe CHAUVET, associé Directeur de développement- tel : 01 04 10 47 20 – cchauvet@elcimai.com , Cécile JOANNIN Responsable de projet ICPE – tel : 04 76 18 05 40 – cjoannin@elcimai.com).

Article 2 : Pendant l'enquête, les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés au secrétariat de la mairie de SAINT-SAUVEUR, afin que chacun puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux à l'exception des jours fériés ou chômés et consigner éventuellement ses observations sur le registre ouvert à cet effet.

Le dossier de demande d'autorisation environnementale sera consultable sur le site Internet de la préfecture de la Somme (http://www.somme.pref.gouv.fr/environnement/rubrique_installations_classées_pour_la_protection_de_l'environnement/enquete_publicue) et accessible depuis un poste informatique à la préfecture de la Somme, 51 rue de la République, aux jours et heures habituels d'ouverture du bureau de l'environnement et de l'utilité publique, ainsi que dans les sous-préfectures d'Abbeville, Montdidier et Péronne, aux jours et heures habituels d'ouverture de celles-ci.

Les observations pourront être consignées sur le registre ouvert à cet effet en mairie de SAINT-SAUVEUR ou être adressées par écrit au commissaire-enquêteur à la mairie de SAINT-SAUVEUR et seront annexées au dit registre. Elle peuvent également être formulées par voie électronique à l'adresse suivante : pref.enquetespublicues@somme.gouv.fr (en précisant dans l'objet du message l'intitulé de l'enquête). Elles seront accessibles sur le site Internet de la préfecture (http://www.somme.pref.gouv.fr/environnement/rubrique_installations_classées_pour_la_protection_de_l'environnement/enquete_publicue/observations_du_public_-_courriels) dans les meilleurs délais. Les observations devant être dorénavant publiées sans délai sur ce site Internet, seront systématiquement anonymisées dès leur arrivée en préfecture.

Le projet présenté par la société ELCIMAI Réalisations a fait l'objet d'une étude d'impact, d'une évaluation environnementale ainsi que de l'avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement, dans les conditions prévues par les articles R 122-1 à R122-14 du code de l'environnement. Ces documents seront mis à disposition du public pendant l'enquête.

Article 3 : La période définie à l'article 1^{er} ci-dessus pourra éventuellement être prolongée pour une durée maximale de 15 jours sur décision du commissaire-enquêteur.

Dans ce cas, celui-ci devra notifier sa décision à la préfète au plus tard 8 jours avant la fin de l'enquête normalement prévue, c'est-à-dire avant le 21 juillet 2019.

Article 4 : L'ouverture de l'enquête sera annoncée dans les communes de SAINT-SAUVEUR, SAINT-VAAST-EN-CHAUSSÉE, VAUX-EN-AMIÉNOIS, ARGOEUVES et LA-CHAUSSÉE-TIRANCOURT par les soins du maire, par un avis affiché à la mairie, 15 jours au moins avant l'ouverture, c'est-à-dire au plus tard le 12 juin 2019, pendant toute la durée de l'enquête.

En outre, la société procédera, dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf impossibilité matérielle justifiée, à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation de son projet. Ces affiches devront être visibles et lisibles de la ou, s'il y a lieu, des voies publiques, et être conformes aux caractéristiques et dimensions fixées par l'arrêté du 24 avril 2012 du ministre chargé de l'environnement.

L'accomplissement de ces formalités sera certifié par une attestation établie respectivement par les maires et par l'exploitant.

Article 5 : L'enquête publique sera également annoncée 15 jours au moins avant son ouverture, par les soins de la préfète, aux frais du demandeur, dans les journaux « Le Courrier Picard » et « Picardie la Gazette » et rappelée dans les huit premiers jours suivant le début de l'enquête. Elle sera annoncée sur le site de la préfecture : <http://www.somme.pref.gouv.fr/> et les résumés non techniques y seront publiés dans les mêmes conditions de délai.

Article 6 : Monsieur Joël GAFFET est désigné en qualité de commissaire-enquêteur. Il a son siège en mairie de SAINT-SAUVEUR, où tout courrier peut lui être adressé.

Il se tiendra à la disposition du public les : vendredi 28 juin 2019 de 9h00 à 12h00, samedi 6 juillet 2019 de 9h00 à 12h00, jeudi 11 juillet 2019 de 16h00 à 19h00, vendredi 19 juillet 2019 de 9h00 à 12h00, lundi 29 juillet 2019 de 14h00 à 17h00

Article 7 : Sauf dans le cas prévu à l'article 3 ci-dessus, le registre d'enquête sera clos et signé par le commissaire-enquêteur à la mairie de SAINT-SAUVEUR, le 29 juillet 2019 à 17h00.

Article 8 : Le commissaire-enquêteur établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête publique et fait état de l'ensemble des avis recueillis. Le rapport comporte le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet en réponse aux observations du public. Le commissaire-enquêteur consigne, dans une présentation séparée, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, sous réserves ou défavorables au projet.

Le commissaire-enquêteur transmet à la préfecture de la Somme (Service de Coordination des Politiques Interministérielles – Bureau de l'Environnement et de l'Utilité Publique), dans le délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, l'exemplaire du dossier de l'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné du registre et des pièces annexées, avec son rapport et ses conclusions motivées. Il transmet simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées à la présidente du tribunal administratif d'AMIENS ;

Article 9 : La préfète publiera une copie des rapports et des conclusions du commissaire-enquêteur sur le site de la préfecture : : <http://www.somme.pref.gouv.fr/> environnement /rubrique installations classées pour la protection de l'environnement/enquêtes publiques, pour y être sans délai tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête et en informera les mairies de SAINT-SAUVEUR, SAINT-VAAST-EN-CHAUSSEE, VAUX-EN-AMIENOIS, ARGOEUVES et LA-CHAUSSEE-TIRANCOURT.

Par ailleurs, les personnes intéressées pourront obtenir communication desdits rapports et conclusions ainsi que du mémoire en réponse du demandeur en s'adressant à la préfecture de la Somme (Service de Coordination des Politiques Interministérielles- Bureau de l'Environnement et de l'Utilité Publique).

La préfète adressera dès réception, une copie du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur à la société ELCIMAI Réalisations.

Article 10 : Dès l'ouverture de l'enquête, le conseil municipal de la commune de SAINT-SAUVEUR SAINT-SAUVEUR, SAINT-VAAST-EN-CHAUSSEE, VAUX-EN-AMIENOIS, ARGOEUVES, LA-CHAUSSEE-TIRANCOURT donneront leur avis sur la demande.

Ne pourront être pris en considération que les avis exprimés au plus tard dans les 15 jours suivant la clôture de l'enquête publique.

Article 11 : La décision susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure est une autorisation assortie du respect de prescriptions ou un refus. Elle sera prise par la préfète de la Somme.

Article 12 : La secrétaire générale de la préfecture de la Somme, les maires des communes de SAINT-SAUVEUR, SAINT-VAAST-EN-CHAUSSEE, VAUX-EN-AMIENOIS, ARGOEUVES et LA-CHAUSSEE-TIRANCOURT , le commissaire enquêteur et la société ELCIMAI Réalisations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- à l'inspecteur des installations classées ;
- à la présidente du tribunal administratif d'AMIENS ;
- au directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement des Hauts de France.

Amiens, le 6 juin 2019
Pour la préfète et par délégation
La secrétaire générale


Myriam GARCIA

